

Communiqué de presse

Luxembourg, 30 avril 2025

Résilience et performance : une année satisfaisante pour les banques malgré des défis croissants.

Dans un monde de plus en plus instable, où les attentes envers le secteur financier ne cessent de croître, les banques luxembourgeoises ont affiché en 2024 des résultats particulièrement solides. À l'occasion de sa conférence de presse annuelle, l'Association des Banques et Banquiers, Luxembourg (ABBL) a mis en lumière ses principales propositions en matière de simplification réglementaire et de lutte contre la cybercriminalité. À travers ces initiatives, l'ABBL vise à renforcer la résilience du système financier, à mieux protéger les consommateurs, à assurer la pérennité de l'activité de ses membres, et à libérer davantage leur capacité à soutenir la compétitivité des entreprises et la prospérité des citoyens.

Le secteur financier, pôle de stabilité

Les crises récentes ont démontré la remarquable résilience du secteur bancaire, qui s'est fermement imposé comme un pilier de la stabilité et de la croissance durable. Les banques tiennent leur rôle d'intermédiaire au service des entreprises et des investisseurs, grâce aux efforts en matière de réduction des coûts engagés depuis une décennie dans un contexte de taux d'intérêt bas. « *L'objectif premier de tous nos membres est de rester à la fois durablement profitable et durablement conforme et en faisant cela de dégager assez de moyens pour continuer à stimuler le dynamisme des entreprises et contribuer à la prospérité collective* », explique Yves Stein, Président de l'ABBL.

La hausse rapide et importante des taux directeurs décidée en 2023 par la BCE dans le contexte de sa politique de lutte contre l'inflation a permis aux banques d'engendrer des bénéfices extraordinaires liés au poste de la marge nette sur intérêts. « *Ce poste suscite beaucoup de mésinterprétations. La marge des banques – par ailleurs historiquement stable – sur les intérêts débiteurs et créditeurs de leur clientèle privée n'en compose qu'une infime partie. Ce poste revêt surtout les capitaux que les banques placent auprès de la BCE au titre de réserves prudentielles ou au titre d'investissement* », commente Jerry Grbic, CEO de l'ABBL. « *Après une décennie de taux bas, voire négatifs, ces capitaux ont tout à coup de nouveau été rémunérés* ». Cette donne a entraîné une hausse de ce poste de 50,9% en 2023 et de 4,4% en 2024. Les revenus nets de commissions ont connu une évolution favorable lors de l'exercice écoulé (+9,4%) en raison d'une bonne tenue des marchés boursiers. Les frais généraux sont restés assez stables avec une baisse de 0,1% en comparaison annuelle. Cette diminution s'explique principalement par les contributions des banques luxembourgeoises au Fonds de résolution unique. Ce dernier ayant atteint en 2023 son niveau cible minimal de 1% des dépôts garantis de l'ensemble des établissements de crédit de l'Union bancaire, aucune nouvelle contribution n'était demandée en 2024.

« *Après une année 2023 exceptionnelle, qui a permis aux banques luxembourgeoises de développer leurs réserves pour faire face à l'instabilité ambiante et à d'éventuels chocs futurs, l'exercice 2024 a été satisfaisant pour nos membres avec un résultat net de EUR 7.239,1 mio, en hausse de 10,0%* », précise Yves Stein. Le bilan des banques est également en légère augmentation de 1,89% (EUR 920,0 mia en 2023 vs EUR 937,4 mia en 2024). L'emploi bancaire est resté stable à 26.148 collaborateurs (-137 employés). Et le nombre de banques est passé de 118 banques en 2023 à 115 en 2024 en ligne avec les mouvements de concentrations que connaît le secteur bancaire au niveau mondial.

L'ABBL, quant à elle, a accueilli 25 nouveaux membres en 2024 portant le total à 266 entreprises membres titulaires ou associés. Elle consolide ainsi sa position centrale au sein de l'écosystème financier en tant que porte-parole non seulement des banques, mais également de nombreux autres intermédiaires financiers, tels que les instituts de paiements et de monnaie électronique, des entreprises d'investissement, des PSF de support, des fintechs ainsi que des cabinets de conseil et d'avocats qui accompagnent les acteurs de la place financière.

Les « banques à tout faire »

Au fil du temps, les banques ont été chargées de lutter contre la fraude fiscale, de mener le combat contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et d'être en première ligne dans la chasse à la cybercriminalité. Plus récemment, c'est le secteur financier, et non les entreprises, qui a été appelé à être le fer de lance de la transition écologique, les législateurs ayant d'abord concentré leurs efforts sur les produits financiers. « *Sur tous ces enjeux les banques ont repris la balle au bond et*

souhaitent faire partie de la solution. Mais il est indéniable que ces tâches supplémentaires, s'accompagnent de coûts et d'investissements importants pour nos membres et qu'une sur-complexification réglementaire peut contribuer à transformer un effort collectif vertueux en désavantage concurrentiel », souligne Yves Stein.

Le levier de la simplification réglementaire

Le rôle clef des banques a été souligné dans le récent rapport présenté à la Commission européenne par l'ancien président de la Banque Centrale Européenne et ancien Premier ministre italien, Mario Draghi. Il en pointe également les limites. Ainsi, une des conclusions de ce rapport, désormais reprise par nombre de responsables politiques européens, est la nécessaire simplification réglementaire qui permettrait aux banques de regagner une certaine flexibilité, afin de libérer encore davantage leur potentiel d'action face aux enjeux actuels. « *Nous avons l'impression d'avoir enfin été entendus* », intervient Jerry Grbic. « *Mais attention, nous ne parlons pas de dérèglementation ! Dans de nombreux cas, la réglementation apporte de la sécurité juridique et de la transparence pour les investisseurs privés ou professionnels – un sujet qui devient de plus en plus stratégique et sur lequel l'Europe peut faire d'une contrainte une opportunité. Nous ne souhaitons pas davantage de réglementation, mais une réglementation plus intelligente* ».

Le sujet est d'autant plus d'actualité que, 2024 a également été l'année d'une prise de conscience accrue à l'égard des enjeux de compétitivité face à la concurrence venue d'autres continents. Le rapport Draghi souligne et illustre ainsi à quel point l'économie européenne en général, et le secteur financier en particulier, ont pris du retard par rapport aux concurrents de juridictions telles que les États-Unis dans lesquelles la législation est moins étendue et moins contraignante. Ainsi est-il légitime de se demander si ce sont les banques américaines ou européennes qui seront les mieux placées pour financer l'économie de demain ? Respectivement en matière de finance durable, quels centres financiers - européens, américains ou asiatiques - s'imposeront ?

Avancées et incohérences

Si l'ABBL salue le tournant politique pris, elle pointe, par la voix de Camille Seillès, son Secrétaire général, les avancées en cours, mais également certaines incohérences. « *Prenons par exemple la complexité de l'ouverture d'un compte bancaire. Un problème qui se pose d'ailleurs dans de nombreux pays en Europe et non seulement au Luxembourg. Plus qu'un inconvénient, c'est un obstacle à l'inclusion financière et au développement des entreprises* ». Cette complexité est étroitement liée aux réglementations relative à l'identification et à la connaissance des clients (KYC). Les travaux actuels de l'Autorité bancaire européenne (ABE) sur les normes techniques (RTS) sur le devoir de vigilance à l'égard de la clientèle dans le cadre du nouveau paquet européen en matière de lutte contre le blanchiment peuvent constituer une occasion claire de simplifier les obligations actuelles. La Stratégie européenne pour l'investissement de détail (RIS) est un autre point d'attention. « *Si elle est mise en œuvre dans toute sa complexité, facilitera-t-elle réellement l'accès des investisseurs privés aux marchés financiers ? Ou pourrait-elle avoir l'effet inverse ? Nous penchons pour la seconde option.* » Autre sujet, la mise en œuvre finale de Bâle III, garantissant le maintien par les banques de capitaux et de liquidités suffisants pour absorber les chocs. « *Les autorités européennes de surveillance se sont vu confier 140 mandats pour la rédaction de règles supplémentaires, ce qui impliquera au moins 1 000 pages de nouvelle réglementation. Peut-on vraiment parler de simplification ?* ». Dernier sujet évoqué : la finance durable. « *S'il est important de reconnaître les failles du cadre actuel de la finance durable, nous devons également souligner les remarquables efforts collectifs de notre industrie pour mettre en pratique les règles existantes. La suppression de ces règles n'est peut-être pas l'approche la plus appropriée. Nous devons plutôt nous efforcer de mettre en place un cadre plus simple, avec un nombre équilibré d'exigences.* »

Cinq pistes d'actions pour libérer le potentiel des banques

L'ABBL estime qu'en alignant la simplification réglementaire sur l'agenda plus large de la compétitivité de l'UE, les décideurs politiques peuvent favoriser un écosystème financier à la fois robuste et dynamique. Afin de participer à ces débats au niveau européen, l'ABBL a publié un document intitulé « Proposition pour une réglementation européenne plus efficace »¹. Ce document, élaboré sur la base d'une vaste consultation des membres de l'association, propose des solutions concrètes pour créer un environnement réglementaire plus efficace et plus propice à l'innovation pour le secteur financier européen.

Il met en avant plusieurs axes d'action pour la simplification réglementaire : la coordination et l'alignement des politiques publiques ; la proportionnalité et l'efficacité réglementaire ; le soutien à l'innovation et la compétitivité ; et la collaboration public-privé. « *Ce document contient une quarantaine de propositions concrètes de simplification réglementaire, fruit d'une collaboration approfondie avec nos membres, intégrant les perspectives des banques, des établissements de paiement et des sociétés d'investissement pour favoriser une réglementation plus efficace sans compromettre la stabilité du secteur et*

¹ <https://abbl.lu/en/professionals/publications/simplification-proposals>

l'intégrité des circuits financiers. Avec cette démarche, l'ABBL souligne sa volonté de contribuer de manière constructive au développement des propositions concrètes au niveau européen », note Yves Stein.

De manière générale, l'ABBL souhaite également contribuer aux réflexions actuelles sur le rôle des régulateurs financiers. « Les autorités de surveillance nationales ou européennes doivent-elles uniquement se focaliser sur le maintien de la stabilité financière ou également intégrer la compétitivité économique dans leur mission ? », s'interroge-t-il. « La Financial Controlling Authority (FCA) du Royaume-Uni a déjà adopté cette approche. Il est peut-être temps que les responsables politiques européens lui emboîtent le pas. ».

La cybersécurité, une priorité

Parmi les nombreux défis sur lesquels les banques ont consenti des investissements importants, une priorité émerge : celle de la cybersécurité et de la lutte contre les fraudes en ligne de manière générale. « Digitalisation, émergence de l'IA, et un contexte géopolitique sous tension font émerger de nouveaux risques : pour les banques, la multiplication des tentatives de cyber attaques ; et pour les citoyens et les entreprises, la multiplication des escroqueries, du phishing et des fraudes aux distributeurs automatiques », constate Ananda Kautz, Head of Innovation, Payments and Sustainability. Le secteur financier figure ainsi parmi les plus visés par les cyberattaques. L'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA)² recense que, pour la période entre janvier 2023 et juin 2024, 46 % des attaques recensées sont dirigées contre des banques et constate des pics d'attaque de déni de service (DDoS) liés à la guerre en Ukraine. Au Luxembourg, la Police grand-ducale constate une hausse de 20,8% des escroqueries en ligne³.

Pour faire face à ces menaces, les banques agissent sur deux dimensions : renforcer leur propre résilience numérique et protéger leurs clients. « Sur les deux tableaux, nous avons obtenu d'importantes avancées ces derniers mois, » se réjouit Ananda Kautz. L'implémentation du Digital Operational Resilience Act (DORA) est un grand pas en avant dans le renforcement de la cybersécurité et de la résilience opérationnelle du secteur financier, mais aussi sur tous les aspects concernant la dépendance liées à des fournisseurs critiques. L'ABBL a plaidé activement en faveur de ce cadre et accompagne ses membres dans la mise en place de cette réglementation. Résultat : 100% des membres ABBL prévoient augmenter leurs budgets liés à DORA en 2025⁴.

Au niveau de la protection des citoyens, l'ABBL a soutenu l'extension de la Hotline 491010, désormais disponible 24h/24 et 7j/7 pour bloquer les certificats LuxTrust. Elle a également accompagné la migration du LuxTrust Token vers l'application LuxTrust Mobile plus sécurisée, et pilote le déploiement de la Vérification du Bénéficiaire, qui vérifiera l'adéquation de l'IBAN avec le nom du titulaire de compte avant chaque virement instantané dans le cadre de la mise en place de la directive sur les paiements instantanés. En décembre 2024, l'ABBL, sa Fondation et la House of Cybersecurity ont créé un groupe de travail national ad hoc pour lutter contre la fraude en ligne. Des acteurs clés, dont la CSSF, la BCL, BeeSecure et l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) ont déjà rejoint cette initiative. Première concrétisation: le lancement d'une campagne nationale de sensibilisation en 2025, visant à renforcer la vigilance du public à l'égard de la fraude en ligne.

A propos de l'ABBL

La mission de l'ABBL est de promouvoir le développement durable de services bancaires réglementés, innovants et responsables. L'ABBL est la plus grande et la plus ancienne association professionnelle du secteur financier. Elle représente le secteur bancaire au sens large, à savoir la majorité des banques établies au Luxembourg, ainsi que les intermédiaires financiers réglementés et autres du secteur y compris les cabinets d'avocats, les cabinets de conseil, les auditeurs, les infrastructures de marché, la monnaie électronique et les établissements de paiement.

L'ABBL fournit à ses membres les informations, les ressources et les services dont ils ont besoin pour opérer sur un marché financier dynamique et dans un environnement réglementaire de plus en plus complexe. Elle est une plateforme ouverte pour discuter des problématiques clés de l'industrie et pour définir des positions communes à l'ensemble du secteur.

Contact presse : Paul Wilwertz, +352 46 36 60-322, paul.wilwertz@abbl.lu

Le rapport annuel de l'ABBL peut être téléchargé ici : <https://abbl.lu/en/abbl-annual-report-2024-resilience-talent-competitiveness>

² https://www.enisa.europa.eu/sites/default/files/2025-02/Finance%20TL%202024_Final.pdf

³ <https://police.public.lu/fr/actualites/2025/04/semaine-14/rapport-activite-2024.html>

⁴ <https://www.abbl.lu/en/professionals/news-events/abbl-dora-compliance-event-key-learnings-and-survey-results>

Press Release

30 April 2025

Resilience and Performance: A Solid Year for Banks Amid Rising Challenges

In an increasingly unstable world, where demands on the financial sector continue to intensify, Luxembourg's banks delivered strong results in 2024. During its annual press conference, the Association des Banques et Banquiers, Luxembourg (ABBL) presented its key initiatives, focusing on regulatory simplification and the fight against cybercrime. With these, the ABBL seeks to reinforce the resilience of the financial system, enhance consumer protection, safeguard the long-term viability of its members' activities, and further unlock their capacity to support business competitiveness and the prosperity of citizens.

The Financial Sector: A Pillar of Stability

The recent crises have once again demonstrated the remarkable resilience of the banking sector, firmly establishing it as a pillar of stability and sustainable growth. Banks have continued to fulfill their role as intermediaries for businesses and investors, supported by the cost-cutting measures implemented over the past decade during a period of low interest rates. *"The primary objective of all our members is to remain both sustainably profitable and sustainably compliant, and in doing so to release sufficient resources to continue to stimulate the dynamism of businesses and contribute to collective prosperity"*, underlined Yves Stein, Chairman of the ABBL.

The rapid and substantial rise in key interest rates by the European Central Bank (ECB) in 2023, as part of its inflation-fighting strategy, enabled banks to generate extraordinary profits through their net interest margins. *"This position is often misinterpreted,"* explains Jerry Grbic, ABBL's CEO. *"The historically stable margin that banks earn on the debit and credit interest of their private customers represents only a small part of the total. The majority of the gains come from the capital that banks place with the ECB as prudential reserves or for investment purposes. After a decade of low or even negative interest rates, this capital has once again started to yield returns"*. This shift led to a 50.9% increase in net interest margin income in 2023, followed by a further 4.4% rise in 2024. Net fee and commission income also grew by 9.4%, supported by buoyant stock market conditions. General expenses remained relatively stable, posting a slight 0.1% decrease year-on-year, primarily due to the cessation of contributions by Luxembourg banks to the Single Resolution Fund after the Fund reached its minimum target of 1% of guaranteed deposits across the Banking Union in 2023.

"After an exceptional year in 2023, which allowed Luxembourg banks to bolster their reserves against current instability and potential future shocks, the 2024 financial year was again satisfactory for our members, with net profits reaching EUR 7,239.1 million — an increase of 10.0%," commented Yves Stein. The banks' balance sheets also showed slight growth, rising by 1.89% from EUR 920.0 billion in 2023 to EUR 937.4 billion in 2024. Banking sector employment remained broadly stable, with a workforce of 26,148 — down by only 137 employees. Meanwhile, the number of banks declined slightly, from 118 in 2023 to 115 in 2024, reflecting the broader trend of consolidation in the global banking industry.

The ABBL itself continued to expand, welcoming 25 new members in 2024 and bringing its total membership to 266 full and associate companies. Today, the ABBL consolidates its role as a central voice in the financial ecosystem, representing not only banks but also a wide array of financial intermediaries — including payment and e-money institutions, investment firms, support PFSS, fintechs, and the consultancy and law firms that support Luxembourg's financial centre.

All-purpose banks

Over time, banks have been tasked with combating tax fraud, leading the fight against money laundering and the financing of terrorism, and being at the forefront of the hunt for cybercrime. More recently, it is the financial sector, rather than businesses, that has been called upon to spearhead the ecological transition, with legislators initially focusing their efforts on financial products. *"On all these issues, the banks have jumped on the bandwagon and want to be part of the solution. But it is undeniable that these additional tasks come with significant costs and investments for our members, and that regulatory over-complexification can contribute to turning a virtuous collective effort into a competitive disadvantage"*, Yves Stein pointed out.

The Lever of Regulatory Simplification

The crucial role of banks in supporting business competitiveness and citizen prosperity was reaffirmed in a recent report presented to the European Commission by Mario Draghi, former President of the European Central Bank and former Italian Prime Minister. The report also highlighted the system's current limitations. One of its key conclusions — now echoed by several European policymakers — is the urgent need to simplify the regulatory framework. Such simplification would allow banks to regain greater flexibility, unlocking more of their potential to meet today's challenges. *"We feel that we have finally been heard,"* said Jerry Grbic, CEO of the ABBL. *"But let's be clear: this is not about deregulation. In many cases, regulation ensures legal certainty and transparency for both private and professional investors — an increasingly strategic area where Europe can turn a constraint into an opportunity. We are not asking for more regulation; we are calling for smarter regulation."*

The topic is all the more relevant given that 2024 marked a turning point in raising awareness about the urgency of competitiveness, particularly in light of growing pressure from non-European markets. The Draghi report clearly underscores how far the European economy — and its financial sector in particular — has fallen behind counterparts in jurisdictions such as the United States, where legislation tends to be less dense and more flexible. This raises a legitimate question: will it be American or European banks that are best equipped to finance the economy of tomorrow? And in the realm of sustainable finance, which financial centres — European, American, or Asian — will ultimately take the lead?

Progress and Inconsistencies

While the ABBL welcomes the political shift towards greater pragmatism, its General Secretary, Camille Seillès, highlights both the progress made and the inconsistencies that persist. *"Take, for example, the complexity involved in opening a bank account. This is an issue across many European countries, not just Luxembourg. More than a simple inconvenience, it has become a genuine barrier to financial inclusion and business development,"* he noted. This complexity is closely tied to stringent regulations around customer identification and due diligence (KYC). The European Banking Authority's (EBA) current work on the technical standards (RTS) for customer due diligence — part of the EU's new anti-money laundering package — may offer a promising opportunity to simplify these obligations. Another area of concern is the European Retail Investment Strategy (RIS). *"If implemented in all its complexity, will it truly make financial markets more accessible to private investors? Or could it, conversely, discourage them? We tend to believe the latter,"* Seillès added. He also pointed to the final implementation of Basel III regulations, intended to ensure that banks maintain adequate capital and liquidity buffers. *"European supervisory authorities have been tasked with drafting 140 additional mandates, amounting to at least 1,000 pages of new rules. Can we genuinely speak of simplification in this context?"* Finally, addressing sustainable finance, Seillès emphasised: *"While it is important to acknowledge the shortcomings of the current sustainable finance framework, we must also recognise the considerable collective efforts made by the industry to apply these rules. Rather than abandoning them, the focus should be on creating a simpler, better-balanced regulatory environment."*

Five Courses of Action to Unlock Banks' Potential

The ABBL firmly believes that aligning regulatory simplification with the broader EU competitiveness agenda is essential to fostering a robust and dynamic financial ecosystem. In support of this objective, the ABBL has published a position paper entitled *"Proposals towards smarter regulation in Europe."*⁵ Developed through extensive consultation with its members, this document puts forward concrete solutions aimed at creating a more efficient and innovation-friendly regulatory environment for the European financial sector.

It identifies several key areas for action: enhanced coordination and alignment of public policies, greater proportionality and regulatory efficiency, stronger support for innovation and competitiveness, and the promotion of public-private collaboration. *"This paper sets out around forty tangible proposals for regulatory simplification, the result of close collaboration with our members. It integrates the insights of banks, payment institutions, and investment firms to encourage more efficient regulation — without compromising the sector's stability or the integrity of financial systems,"* noted Yves Stein. *"Through this initiative, the ABBL reaffirms its commitment to contributing constructively to the development of practical proposals at the European level."*

More broadly, the ABBL seeks to contribute to ongoing discussions about the evolving role of financial regulators. *"Should national and European supervisory authorities continue to focus exclusively on financial stability, or should they also integrate economic competitiveness into their missions?"* the association asks. *"The UK's Financial Conduct Authority (FCA) has already embraced this dual approach. Perhaps it is time for European policymakers to follow their lead."*

⁵ <https://abbl.lu/en/professionals/publications/simplification-proposals>



Cybersecurity: A Top Priority

Among the many challenges banks are addressing, one stands out as a clear priority: cybersecurity and the broader fight against online fraud. *"Digitalisation, the rise of AI, and an increasingly tense geopolitical environment are creating new risks,"* explains Ananda Kautz, Head of Innovation, Payments, and Sustainability at the ABBL. *"Banks are facing a surge in attempted cyberattacks, while citizens and businesses are increasingly targeted by scams, phishing, and ATM fraud."* The financial sector remains one of the most frequently targeted industries. According to the European Union's cybersecurity agency (ENISA)⁶, 46% of all recorded cyberattacks between January 2023 and June 2024 were directed at banks, with notable spikes in denial-of-service (DoS) attacks linked to the war in Ukraine. In Luxembourg, the grand-ducal police have reported a 20.8% increase in online scams over the same period⁷.

To counter these threats, banks are taking action on two critical fronts: strengthening their own digital resilience and enhancing customer protection. *"We have made significant progress on both fronts in recent months,"* says a pleased Ananda Kautz. A major development has been the rollout of the Digital Operational Resilience Act (DORA), which marks a significant step forward in reinforcing cybersecurity, operational resilience, and oversight of dependencies on critical third-party providers. The ABBL has been an active advocate for this framework and is now supporting its members in its implementation. As a result, 100% of ABBL members plan to increase their DORA-related budgets by 2025⁸.

On the customer protection side, several initiatives have been launched. The ABBL has supported the expansion of the 491010 hotline, now available 24/7 to block LuxTrust certificates. It has also backed the migration from the LuxTrust Token to the more secure LuxTrust Mobile application and is piloting the deployment of the Verification of Payee, a system that checks whether the IBAN matches the account holder's name before every instant payment, as part of the new instant payments directive. In December 2024, the ABBL, together with its Foundation and the House of Cybersecurity, established a dedicated national working group to combat online fraud. Key players such as the CSSF, the BCL, BeeSecure, and the Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) have already joined this initiative. Its first major action will be the launch of a national public awareness campaign in 2025 to strengthen vigilance against online fraud.

About the ABBL

The ABBL's mission is to promote the sustainable development of regulated, innovative and responsible banking. The ABBL is the largest and oldest professional association in the financial sector. It represents the banking sector in the broadest sense, i.e. the majority of banks established in Luxembourg, as well as regulated financial intermediaries and others in the sector including law firms, consultancies, auditors, market infrastructures, electronic money and payment institutions.

The ABBL provides its members with the information, resources and services they need to operate in a dynamic financial market and an increasingly complex regulatory environment. It is an open platform for discussing key industry issues and defining common positions across the sector.

Press contact: Paul Wilwertz, +352 46 36 60-322, paul.wilwertz@abbl.lu

The ABBL's annual report can be downloaded here: <https://abbl.lu/en/abbl-annual-report-2024-resilience-talent-competitiveness>

⁶ https://www.enisa.europa.eu/sites/default/files/2025-02/Finance%20TL%202024_Final.pdf

⁷ <https://police.public.lu/fr/actualites/2025/04/semaine-14/rapport-activite-2024.html>

⁸ <https://www.abbl.lu/en/professionals/news-events/abbl-dora-compliance-event-key-learning-and-survey-results>

Pressemitteilung

Luxemburg, den 30 April 2025

Resilienz und Leistung: Ein solides Jahr für die Banken trotz wachsender Herausforderungen

In einer zunehmend instabilen Welt, in der die Anforderungen an den Finanzsektor weiter steigen, haben die luxemburgischen Banken im Jahr 2024 besonders solide Ergebnisse erzielt. Anlässlich ihrer jährlichen Pressekonferenz stellte die Association des Banques et Banquiers, Luxembourg (ABBL), ihre wichtigsten Initiativen vor – mit Fokus auf die Vereinfachung regulatorischer Vorgaben und den Kampf gegen Cyberkriminalität. Mit diesen Maßnahmen will die ABBL die Widerstandsfähigkeit des Finanzsystems stärken, den Verbraucherschutz verbessern, die langfristige Tragfähigkeit der Geschäftstätigkeit ihrer Mitglieder sichern und ihre Fähigkeit weiter entfalten, die Wettbewerbsfähigkeit von Unternehmen sowie den Wohlstand der Bürgerinnen und Bürger zu fördern.

Der Finanzsektor: Eine Säule der Stabilität

Die jüngsten Krisen haben erneut die bemerkenswerte Widerstandsfähigkeit des Bankensektors unter Beweis gestellt und ihn als tragende Säule von Stabilität und nachhaltigem Wachstum gefestigt. Die Banken erfüllen weiterhin ihre Rolle als Vermittler für Unternehmen und Investoren – gestützt auf die in den letzten zehn Jahren eingeleiteten Kostensenkungsmaßnahmen während einer Phase niedriger Zinssätze. „Das Hauptziel aller unserer Mitglieder ist es, sowohl nachhaltig profitabel als auch nachhaltig regelkonform zu bleiben – und dabei genügend Ressourcen freizusetzen, um weiterhin zur Dynamik der Wirtschaft beizutragen und den kollektiven Wohlstand zu fördern“, betonte Yves Stein, Vorsitzender der ABBL.

Der rasche und deutliche Anstieg der Leitzinsen durch die Europäische Zentralbank (EZB) im Jahr 2023 im Rahmen ihrer Inflationsbekämpfungsstrategie ermöglichte es den Banken, außergewöhnliche Gewinne durch ihre Nettozinssmargen zu erzielen. „Diese Position wird oft missverstanden“, erklärte Jerry Grbic, CEO der ABBL. „Die traditionell stabile Marge, die Banken auf Soll- und Habenzinsen von Privatkunden erzielen, macht nur einen kleinen Teil aus. Der Großteil der Erträge stammt aus Kapital, das die Banken als aufsichtsrechtliche Rücklagen oder zu Investitionszwecken bei der EZB platzieren. Nach einem Jahrzehnt mit niedrigen oder sogar negativen Zinssätzen bringt dieses Kapital nun wieder Erträge.“ Diese Entwicklung führte zu einem Anstieg der Nettozinserträge um 50,9 % im Jahr 2023 und einem weiteren Plus von 4,4 % im Jahr 2024. Auch die Nettoerträge aus Gebühren und Provisionen stiegen um 9,4 %, unterstützt durch eine positive Entwicklung an den Aktienmärkten. Die allgemeinen Aufwendungen blieben weitgehend stabil und gingen im Jahresvergleich um 0,1 % zurück – vor allem, weil Luxemburger Banken im Jahr 2024 keine Beiträge zum Einheitlichen Abwicklungsfonds leisten mussten, nachdem dieser 2023 sein Ziel von 1 % der gedeckten Einlagen im Euroraum erreicht hatte.

„Nach einem außergewöhnlichen Jahr 2023, in dem die Luxemburger Banken ihre Rücklagen zur Bewältigung aktueller Instabilitäten und möglicher künftiger Schocks stärken konnten, war auch das Geschäftsjahr 2024 für unsere Mitglieder zufriedenstellend: Der Nettogewinn belief sich auf 7.239,1 Mio. EUR – ein Anstieg um 10,0 %“, kommentierte Yves Stein. Die Bilanzsumme der Banken stieg leicht um 1,89 % – von 920,0 Mrd. EUR im Jahr 2023 auf 937,4 Mrd. EUR im Jahr 2024. Die Zahl der Beschäftigten im Bankensektor blieb mit 26.148 nahezu stabil (Rückgang um 137 Stellen). Die Anzahl der Banken sank leicht von 118 (2023) auf 115 (2024), was dem globalen Trend zur Konsolidierung im Bankwesen entspricht.

Die ABBL selbst wuchs weiter und nahm im Jahr 2024 25 neue Mitglieder auf, womit die Gesamtzahl auf 266 Voll- und assoziierte Mitglieder stieg. Heute festigt die ABBL ihre Rolle als zentrale Stimme des luxemburgischen Finanzökosystems – sie vertritt nicht nur Banken, sondern auch eine Vielzahl von Finanzintermediären: Zahlungs- und E-Geldinstitute, Wertpapierfirmen, PFS-Unterstützungsdienstleister, Fintechs sowie Beratungs- und Anwaltskanzleien, die den Finanzplatz begleiten.

Banken für alle Fälle

Im Laufe der Jahre wurden Banken zunehmend mit zusätzlichen Aufgaben betraut: der Bekämpfung von Steuerbetrug, der Geldwäscheprävention und Terrorismusfinanzierung sowie der Abwehr von Cyberkriminalität. Jüngst wurde nicht etwa die Realwirtschaft, sondern erneut der Finanzsektor aufgefordert, die ökologische Transformation anzuführen – zunächst mit einem Fokus der Gesetzgeber auf nachhaltige Finanzprodukte. „Die Banken sind bei all diesen Themen engagiert und möchten Teil der Lösung sein. Aber es ist unbestreitbar, dass diese zusätzlichen Aufgaben erhebliche Kosten und Investitionen für unsere

Mitglieder bedeuten – und dass regulatorische Überkomplexität aus einem kollektiven, lobenswerten Vorhaben schnell einen Wettbewerbsnachteil machen kann“, betonte Yves Stein.

Dieses Thema ist umso aktueller, als das Jahr 2024 einen Wendepunkt markierte: Das Bewusstsein für die Notwendigkeit eines wettbewerbsfähigeren Europas ist gestiegen – insbesondere angesichts des wachsenden Drucks aus außereuropäischen Märkten. Der Draghi-Bericht zeigt deutlich, wie sehr die europäische Wirtschaft – und insbesondere der Finanzsektor – hinter Akteuren wie den USA zurückgefallen ist, wo Regelwerke oft schlanker und flexibler sind. Die Frage ist daher berechtigt: Werden amerikanische oder europäische Banken besser in der Lage sein, die Wirtschaft der Zukunft zu finanzieren? Und im Bereich der nachhaltigen Finanzen – werden europäische, amerikanische oder asiatische Finanzplätze den Ton angeben?

Fortschritte und Widersprüche

Auch wenn die ABBL den politischen Kurswechsel hin zu mehr Pragmatismus begrüßt, wies ihr Generalsekretär Camille Seillès sowohl auf Fortschritte als auch auf fortbestehende Widersprüche hin. „*Ein Beispiel: Die Komplexität bei der Eröffnung eines Bankkontos. Das ist nicht nur in Luxemburg ein Problem, sondern in vielen europäischen Ländern – und weit mehr als nur ein Ärgernis. Es ist ein echtes Hindernis für finanzielle Inklusion und die Unternehmensentwicklung.*“ Diese Schwierigkeit hängt eng mit den aktuellen Vorgaben zu Kundenidentifikation und -prüfung (KYC) zusammen. Die laufende Arbeit der Europäischen Bankenaufsichtsbehörde (EBA) an technischen Standards zur Sorgfaltspflicht könnte hier künftig Erleichterung bringen. Ein weiterer Schwerpunkt betrifft die Retail Investment Strategy (RIS). „*In ihrer jetzigen Komplexität: Wird sie wirklich den Zugang privater Anleger zu den Finanzmärkten erleichtern – oder eher das Gegenteil bewirken? Wir tendieren klar zu Letzterem.*“ Zur finalen Umsetzung von Basel III äußerte Seillès ebenfalls Bedenken: „*Die europäischen Aufsichtsbehörden haben 140 Mandate zur Ausarbeitung zusätzlicher Vorschriften erhalten – das entspricht mindestens 1.000 Seiten neuer Regelungen. Können wir hier wirklich von Vereinfachung sprechen?*“ Auch im Bereich nachhaltiger Finanzen mahnt er zur Balance: „*Die aktuellen Rahmenbedingungen sind nicht perfekt, aber die Branche hat enorme Anstrengungen unternommen, diese umzusetzen. Die Lösung liegt nicht im Rückbau, sondern in einer vereinfachten, ausgewogeneren Regelung.*“

Fünf Handlungsfelder zur Entfaltung des Potenzials

Die ABBL ist überzeugt: Eine regulatorische Vereinfachung, abgestimmt auf die europäische Wettbewerbsagenda, ist der Schlüssel für ein leistungsfähiges und dynamisches Finanzökosystem. Deshalb hat die ABBL ein Positionspapier mit dem Titel „*Vorschläge für intelligentere Regulierung in Europa*“ veröffentlicht⁹. Das Papier, das auf umfassenden Konsultationen mit Mitgliedern basiert, enthält konkrete Empfehlungen für ein effizienteres und innovationsfreundlicheres Regelwerk im europäischen Finanzsektor. Es identifiziert fünf zentrale Handlungsfelder: bessere Koordination und politische Kohärenz, mehr Proportionalität und Effizienz, gezielte Innovationsförderung, Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit sowie intensivere öffentlich-private Zusammenarbeit. „*Das Dokument enthält rund 40 konkrete Vorschläge – ein Resultat enger Zusammenarbeit mit unseren Mitgliedern. Es vereint die Perspektiven von Banken, Zahlungsdienstleistern und Wertpapierfirmen, um effizientere Regeln zu fördern, ohne die Stabilität des Systems zu gefährden*“, erklärte Yves Stein.

Darüber hinaus möchte die ABBL zur Debatte über die Rolle der Aufsichtsbehörden beitragen: „*Sollten sich nationale und europäische Behörden ausschließlich auf Finanzstabilität konzentrieren – oder auch Wettbewerbsfähigkeit in ihren Auftrag aufnehmen? Die britische Finanzaufsicht FCA hat diesen Ansatz bereits übernommen. Vielleicht ist es Zeit, dass Europa nachzieht.*“

Cybersicherheit: Eine zentrale Priorität

Unter den vielen Herausforderungen, denen sich die Banken stellen, nimmt eine klaren Vorrang ein: Cybersicherheit und der Schutz vor Online-Betrug. „*Digitalisierung, der Aufstieg künstlicher Intelligenz und ein zunehmend angespanntes geopolitisches Umfeld bringen neue Risiken mit sich*“, erklärte Ananda Kautz, Leiterin für Innovation, Zahlungsverkehr und Nachhaltigkeit bei der ABBL. „*Während Banken mit immer mehr Cyberangriffen konfrontiert sind, nehmen Betrugsversuche, Phishing und Geldautomatenmanipulationen gegenüber Bürgern und Unternehmen deutlich zu.*“ Der Finanzsektor gehört zu den am häufigsten angegriffenen Branchen: Laut der EU-Agentur für Cybersicherheit (ENISA) richteten sich 46 % aller dokumentierten Angriffe zwischen Januar 2023 und Juni 2024 gegen Banken¹⁰. Besonders auffällig waren dabei DoS-Attacken im Zusammenhang mit dem Ukrainekrieg. In Luxemburg registrierte die Polizei im selben Zeitraum einen Anstieg von Online-Betrugsfällen um 20,8 %¹¹.

⁹ <https://abbl.lu/en/professionals/publications/simplification-proposals>

¹⁰ https://www.enisa.europa.eu/sites/default/files/2025-02/Finance%20TL%202024_Final.pdf

¹¹ <https://police.public.lu/fr/actualites/2025/04/semaine-14/rapport-activite-2024.html>



Association des Banques et Banquiers, Luxembourg
The Luxembourg Bankers' Association
Luxemburger Bankenvereinigung

Zur Abwehr dieser Bedrohungen arbeiten Banken an zwei Fronten: Stärkung der digitalen Widerstandsfähigkeit und Schutz der Kunden. „Wir haben auf beiden Ebenen deutliche Fortschritte gemacht“, so Ananda Kautz. Ein wichtiger Meilenstein war die Umsetzung der *Digital Operational Resilience Act* (DORA), die neue Standards für Cybersicherheit, operative Belastbarkeit und die Überwachung kritischer Dienstleister setzt. Die ABBL hat dieses Regelwerk aktiv unterstützt und begleitet ihre Mitglieder bei der Umsetzung. Ergebnis: 100 % der ABBL-Mitglieder planen eine Erhöhung ihrer DORA-bezogenen Budgets bis 2025¹².

Auch im Bereich Verbraucherschutz wurden Maßnahmen ergriffen: Die ABBL unterstützte die Erweiterung der Hotline 491010, die nun rund um die Uhr für die Sperrung von LuxTrust-Zertifikaten zur Verfügung steht. Zudem förderte sie die Umstellung vom LuxTrust Token auf die sicherere Mobile-App und die Einführung der *Verification of Payee* – ein Verfahren, das beim Instant Payment überprüft, ob Name und IBAN des Empfängers übereinstimmen. Im Dezember 2024 gründete die ABBL gemeinsam mit ihrer Stiftung und der *House of Cybersecurity* eine nationale Arbeitsgruppe zur Bekämpfung von Online-Betrug. Beteiligte Institutionen sind unter anderem CSSF, BCL, BeeSecure und ILR. Erste konkrete Maßnahme: Eine nationale Sensibilisierungskampagne, die 2025 starten soll.

Über die ABBL

Die ABBL verfolgt das Ziel, eine nachhaltige, innovative und verantwortungsvolle Bankenwelt zu fördern.

Sie ist der älteste und größte Branchenverband des Luxemburger Finanzsektors und repräsentiert den Bankensektor im weitesten Sinne – darunter die Mehrheit der im Land ansässigen Banken sowie zahlreiche regulierte Finanzintermediäre: Anwalts- und Beratungskanzleien, Wirtschaftsprüfer, Zahlungsdienstleister, Fintechs und Marktinfrastrukturen.

Die ABBL bietet ihren Mitgliedern Informationen, Ressourcen und Dienste, um sich in einem dynamischen Markt und einem komplexen regulatorischen Umfeld erfolgreich zu positionieren. Sie versteht sich als offene Plattform zur Diskussion zentraler Branchenthemen und zur Entwicklung gemeinsamer Positionen.

Pressekontakt:

Paul Wilwertz
T: +352 46 36 60-322
E: paul.wilwertz@abbl.lu

Jahresbericht der ABBL 2024:

<https://abbl.lu/en/abbl-annual-report-2024-resilience-talent-competitiveness>

¹² <https://www.abbl.lu/en/professionals/news-events/abbl-dora-compliance-event-key-learning-and-survey-results>